

## **CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES**

### **ACCORD-CADRE DE SERVICES**

---

**Prestations d'interprétariat linguistique dans le  
domaine de la santé pour les établissements du GHT  
Alliance de Gironde**

---

N° du CCAP : 24FHPSGA466

**Centre Hospitalier Universitaire de Bordeaux**  
12 Rue Dubernat  
33404 Talence CEDEX

## SOMMAIRE

1 - Dispositions générales du contrat .....	3
1.1 - Objet du contrat.....	3
1.2 - Décomposition du contrat.....	3
1.3 - Type d'accord-cadre.....	4
1.4 - Conditions d'attribution des bons de commande.....	4
2 - Pièces contractuelles .....	4
3 - Confidentialité et mesures de sécurité.....	5
4 - Protection des données à caractère personnel .....	5
5 - Durée et délais d'exécution.....	5
5.1 - Durée du contrat .....	5
5.2 - Reconduction.....	5
6 - Prix.....	5
6.1 - Caractéristiques des prix pratiqués .....	5
6.2 - Modalités de variation des prix.....	5
6.3 - Frais de déplacement :.....	7
7 - Garanties Financières.....	7
8 - Avance.....	7
9 - Modalités de règlement des comptes.....	7
9.1 - Acomptes et paiements partiels définitifs.....	7
9.2 - Présentation des demandes de paiement .....	8
9.3 - Délai global de paiement .....	8
9.4 - Paiement des cotraitants .....	8
9.5 - Paiement des sous-traitants .....	8
10 - Conditions d'exécution des prestations.....	8
10.1 - Annulation : .....	9
11 - Développement durable.....	9
12 - Constatation de l'exécution des prestations .....	9
12.1 - Vérifications .....	9
12.2 - Décision après vérification .....	9
13 - Pénalités .....	9
14 - Assurances .....	10
15 - Résiliation du contrat.....	10
15.1 - Conditions de résiliation de l'accord-cadre .....	10
15.2 - Redressement ou liquidation judiciaire .....	11
16 - Règlement des litiges et langues .....	11
17 - Clauses complémentaires .....	11
Clause de la laïcité :.....	11
18 - Dérogations .....	12

# 1 - Dispositions générales du contrat

## 1.1 - Objet du contrat

Les stipulations du présent Cahier des clauses administratives particulières (CCAP) concernent :  
Prestations d'interprétariat linguistique dans le domaine de la santé pour les établissements du GHT Alliance de Gironde

L'article D. 1110-6 du Code de Santé Publique, issu du décret n° 2017-816 du 5 mai 2017, donne une définition réglementaire de l'interprétariat linguistique dans le domaine de la santé. Selon les termes de cet article : « L'interprétariat linguistique dans le domaine de la santé désigne la fonction d'interface, reposant sur des techniques de traduction orale, assurée entre les personnes qui ne maîtrisent pas ou imparfaitement la langue française et les professionnels intervenant dans leur parcours de santé, en vue de garantir à ces personnes les moyens de communication leur permettant d'accéder de manière autonome aux droits prévus au présent titre, à la prévention et aux soins. »

« L'interprétariat linguistique dans le domaine de la santé garantit aux professionnels de santé les moyens d'assurer la prise en charge des personnes qui ne maîtrisent pas ou imparfaitement la langue française dans le respect de leurs droits prévus au présent titre, notamment du droit à l'information, du droit au consentement libre et éclairé, du droit au respect de leur vie privée et au secret des informations les concernant. »

Ce marché est un accord-cadre qui fixe toutes les conditions d'exécution des prestations. Il est exécuté au fur et à mesure de l'émission de bons de commande émis par le pouvoir adjudicateur de l'établissement support.

L'accord-cadre s'exécute au profit du GHT Alliance de Gironde avec les établissements listés en annexe 1 du CCAP - Adresses Etablissements Interprétariat à savoir :

- Le CHU de Bordeaux ;
- Le CH de Cadillac ;
- Le CH de Charles Perrrens ;
- Le CH de Libourne.

L'établissement support du GHT Alliance de Gironde est le CHU de Bordeaux. Il a en charge la passation, la signature et la notification de l'accord-cadre. Chaque adhérent, établissement partie, doit suivre l'exécution de l'accord-cadre.

Lieu(x) d'exécution :

Les lieux d'exécution des établissements sont les différents établissements du GHT Alliance de Gironde.

La liste des établissements du GHT Alliance de Gironde est en annexe 1 du CCAP - Adresses Etablissements Interprétariat.

Les adresses sont définies lors de l'émission de chaque bon de commande.

## 1.2 - Décomposition du contrat

Les prestations sont réparties en 15 lot(s) :

Lot(s)	Désignation
<b>01</b>	<b>Interprétariat orale présentielle</b>
1.1	Saint-André et Pellegrin
1.2	Haut Lévêque et Xavier Arnozan
1.3	Charles Perrrens
1.4	Libourne
1.5	Cadillac
<b>02</b>	<b>Interprétariat à distance (téléphone + visio)</b>
<b>03</b>	<b>Interprétariat en langue des signes en présentiel</b>

3.1	Saint-André et Pellegrin
3.2	Haut Lévêque et Xavier Arnozan
3.3	Charles Perrens
3.4	Libourne
3.5	Cadillac
04	Interprétariat en langue des signes en distanciel (visio)
05	Traduction écrite :
5.1	DRCI
5.2	Charles Perrens
5.3	Libourne

Chaque lot fait l'objet d'un accord-cadre attribué à un seul opérateur économique.

### 1.3 - Type d'accord-cadre

L'accord-cadre avec maximum est passé en application des articles L2125-1 1°, R. 2162-1 à R. 2162-6, R. 2162-13 et R. 2162-14 du Code de la commande publique. Il donnera lieu à l'émission de bons de commande.

### 1.4 - Conditions d'attribution des bons de commande

Les bons de commande seront notifiés par chaque établissement selon les règles internes.

Les mentions devant figurer sur chaque bon de commande sont les suivantes :

- le nom ou la raison sociale du titulaire.
- la date et le numéro du marché ;
- la date et le numéro du bon de commande ;
- la nature et la description des prestations à réaliser ;
- les délais d'exécution (date de début et de fin) ;
- les lieux d'exécution des prestations ;
- le montant du bon de commande ;

Pour les lots 5.1 5.2 et 5.3 le délai maximum de rendu de la traduction écrite sera fixé conjointement entre l'établissement concerné et le titulaire dans le bon de commande.

Les bons de commande seront signés par le représentant de chaque établissement.

L'émission de bons de commande ne peut intervenir que pendant la durée de validité de l'accord-cadre.

## 2 - Pièces contractuelles

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG-FCS, les pièces contractuelles de l'accord-cadre sont les suivantes et, en cas de contradiction entre leurs stipulations, prévalent dans cet ordre de priorité :

- L'acte d'engagement (AE) et ses annexes

Annexe 1 : Désignation des co-traitants et répartition des prestations ;

Annexe 2 : Liste comptables assignataires - Trésoriers GHT Alliance de Gironde

- Le bordereau des prix unitaires (BPU) ;
- Le cahier des clauses administratives particulières (CCAP) et son annexe :

Annexe 1 : Adresses Etablissements Interprétariat

- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) ;
- Le cahier des clauses administratives générales (CCAG) applicables aux marchés publics de fournitures courantes et services, approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 ;
- Le mémoire technique (MT)

### 3 - Confidentialité et mesures de sécurité

Le présent accord-cadre comporte une obligation de confidentialité telle que prévue à l'article 5.1 du CCAG-FCS.

Le titulaire doit informer ses sous-traitants des obligations de confidentialité et/ou des mesures de sécurité.

### 4 - Protection des données à caractère personnel

Les parties s'engagent à respecter la réglementation en vigueur applicable au traitement des données à caractère personnel et, en particulier, la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 modifiée et le règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel (RGPD).

Pour l'application de ces dispositions, il est rappelé que, dans le cadre de leurs relations contractuelles, le pouvoir adjudicateur a la qualité de "responsable du traitement", et le titulaire celle de "sous-traitant" du responsable du traitement.

Le titulaire pourra donc, en cas de manquement à ses obligations en matière de protection des données, voir sa responsabilité engagée dans les conditions et limites propres à cette qualité.

### 5 - Durée et délais d'exécution

#### 5.1 - Durée du contrat

L'accord-cadre est conclu pour une période initiale de 1 an.

L'accord-cadre est conclu à compter de la date de notification du contrat.

Les délais d'exécution des prestations sont fixés à chaque bon de commande conformément aux stipulations des pièces de l'accord-cadre.

#### 5.2 - Reconduction

L'accord-cadre est reconduit tacitement jusqu'à son terme. Le nombre de périodes de reconduction est fixé à 3. La durée de chaque période de reconduction est de 1 an. La durée maximale du contrat, toutes périodes confondues, est de 4 ans.

La reconduction est considérée comme acceptée si aucune décision écrite contraire n'est prise par le pouvoir adjudicateur au moins 3 mois avant la fin de la durée de validité de l'accord-cadre. Le titulaire ne peut pas refuser la reconduction.

L'accord-cadre est également reconduit tacitement et de manière anticipée dans l'hypothèse où le montant maximum de la période est atteint avant la fin de cette dernière.

### 6 - Prix

#### 6.1 - Caractéristiques des prix pratiqués

Les prestations sont réglées par des prix unitaires selon les stipulations de l'acte d'engagement.

#### 6.2 - Modalités de variation des prix

Les prix de l'accord-cadre sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois de remise de l'offre par le titulaire ; ce mois est appelé "mois zéro".

Les prix sont révisés annuellement par application aux prix de l'accord-cadre d'un coefficient Cn donné par les formules suivantes :

Lot(s)	Formules
01	$P1 = P0 \times \frac{S1}{S0}$
02	$P1 = P0 \times \frac{S1}{S0}$
03	$P1 = P0 \times \frac{S1}{S0}$
04	$P1 = P0 \times \frac{S1}{S0}$
05	$P1 = P0 \times \frac{S1}{S0}$

selon les dispositions suivantes :

- P1 le nouveau prix;
- P0 le prix à la dernière révision ;
- S0 l'indice à la date d'origine ;
- S1 l'indice à la date de révision.

Le prix P0 retenu pour le calcul de chaque révision périodique est le dernier prix connu, soit le prix originel lors de la notification du marché, soit le prix à la dernière révision. Les prix ainsi révisés sont invariables durant cette période.

La révision définitive des prix s'opère sur la base de la dernière valeur d'index publiée au moment de l'application de la formule. Aucune variation provisoire ne sera effectuée.

Les index de référence, publié(s) au Moniteur des Travaux Publics ou par l'INSEE, sont les suivants :

Lot(s)	Code	Libellé
01	010766591	Indices des prix de production des services français aux entreprises françaises – Services de traduction et interprétation
02	010766591	Indices des prix de production des services français aux entreprises françaises – Services de traduction et interprétation
03	010766591	Indices des prix de production des services français aux entreprises françaises – Services de traduction et interprétation
04	010766591	Indices des prix de production des services français aux entreprises françaises – Services de traduction et interprétation
05	010766591	Indices des prix de production des services français aux entreprises françaises – Services de traduction et interprétation

Les titulaires du marché s'engagent, sous peine de forclusion, à notifier leur tarif (ou leur nouveau barème) au pouvoir adjudicateur de l'établissement support avec un préavis de 3 mois avant la date anniversaire de l'accord cadre par mail avec accusé de réception à l'adresse suivante : [achat.p2h@chu-bordeaux.fr](mailto:achat.p2h@chu-bordeaux.fr).

### 6.3 - Frais de déplacement :

Les lots 2, 4, et 5 ne font pas l'objet de frais de déplacement.

Pour les lots 1 et 3 :

- ❖ **Pour les sous-lots 1.1, 1.2, 1.4 :** les prix indiqués au BPU/DQE doivent comprendre tous les frais inhérents aux déplacements des interprètes. Aucun frais supplémentaire ne saurait être dédommagé ;
- ❖ **Pour les sous-lots 1.3 et 1.5 :** le CH Perrens et le CH Cadillac ayant des « sites satellites » situés sur tout le département de la Gironde, les candidats ont la possibilité de renseigner un tarif au kilomètre pour tous les frais inhérents au déplacement des interprètes. Le kilométrage exact sera celui indiqué par Google Map.  
Les points de départ sont les suivants :
  - **Pour le CH Perrens :**
    - Gratuité des frais de déplacement sur les sites satellites basés dans les communes de Bordeaux, Mérignac, Pessac, et Talence ;
    - Pour toutes les autres communes, le point de départ pour les frais de déplacement est l'établissement principal situé au : 121 rue de la Bécade, 33076 Bordeaux.
  - **Pour le CH Cadillac :**
    - Pour les sites basés dans la métropole bordelaise et à Cestas :
      - Les prestations sur les sites basés dans un rayon de 6 km autour du CH St André à Bordeaux doivent comprendre tous les frais de déplacements inhérents à la prestation et sont exonérées de frais de déplacement supplémentaires ;
      - Les prestations sur les sites basés au-delà d'un rayon de 6 km autour du CH St André pourront faire l'objet de frais de déplacement supplémentaires, en prenant comme point de départ le CH St André.
  - **Pour les autres sites :**
    - Les prestations sur les sites basés dans un rayon de 6 km autour du site principal du CH de Cadillac (89-90 rue Cazeaux Cazalet) doivent comprendre tous les frais de déplacements inhérents à la prestation et sont exonérées de frais de déplacement supplémentaires ;
    - Les autres sites pourront faire l'objet de frais de déplacement supplémentaires, en prenant comme point de départ le site principal de Cadillac.

Les frais kilométriques viennent en sus du prix de base horaire.

## 7 - Garanties Financières

Aucune clause de garantie financière ne sera appliquée.

## 8 - Avance

Aucune avance ne sera versée.

## 9 - Modalités de règlement des comptes

### 9.1 - Acomptes et paiements partiels définitifs

Les modalités de règlement des comptes sont définies dans les conditions de l'article 11 du CCAG-FCS.

## 9.2 - Présentation des demandes de paiement

Le dépôt, la transmission et la réception des factures électroniques sont effectués exclusivement sur le portail de facturation Chorus Pro. Lorsqu'une facture est transmise en dehors de ce portail, la personne publique peut la rejeter après avoir rappelé cette obligation à l'émetteur et l'avoir invité à s'y conformer.

La date de réception d'une demande de paiement transmise par voie électronique correspond à la date de notification du message électronique informant l'acheteur de la mise à disposition de la facture sur le portail de facturation (ou, le cas échéant, à la date d'horodatage de la facture par le système d'information budgétaire et comptable de l'Etat pour une facture transmise par échange de données informatisé).

### Informations à utiliser pour la facturation électronique

- Identifiant de la structure publique (SIRET) : 26330582300019 (CHU de Bordeaux) :
  - ✓ Identifiant Groupe Hospitalier Saint André : 263 305 823 000 35
  - ✓ Identifiant Groupe Hospitalier Pellegrin : 263 305 823 000 76
  - ✓ Identifiant Groupe Hospitalier Haut Lévéque : 263 305 823 000 68
  - ✓ Identifiant Groupe Hospitalier Xavier Arnozan : 263 305 823 000 92
- Identifiant de la structure publique (SIRET) : 26330584900014 (CH Charles Perrens)
- Identifiant de la structure publique (SIRET) : 26330585600019 (CH de Cadillac)
- Identifiant de la structure publique (SIRET) : 263 305 658 00019 (Libourne)

## 9.3 - Délai global de paiement

Les sommes dues au(x) titulaire(s) seront payées dans un délai global de 50 jours à compter de la date de réception des demandes de paiement.

En cas de retard de paiement, le titulaire a droit au versement d'intérêts moratoires, ainsi qu'à une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d'un montant de 40 €. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

## 9.4 - Paiement des cotraitants

En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations. En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, ouvert au nom du mandataire, sauf stipulation contraire prévue à l'acte d'engagement.

Les autres dispositions relatives à la cotraitance s'appliquent selon l'article 12.1 du CCAG-FCS.

## 9.5 - Paiement des sous-traitants

Le sous-traitant adresse sa demande de paiement libellée au nom du pouvoir adjudicateur, dans les conditions des articles L. 2193-10 à L. 2193-14 et R. 2193-10 à R. 2193-16 du Code de la commande publique. Conformément à la réglementation, sans validation du titulaire sous un délai de 15 jours, la demande de paiement est considérée comme validée.

# 10 - Conditions d'exécution des prestations

Les prestations devront être conformes aux stipulations du contrat (les normes et spécifications techniques applicables étant celles en vigueur à la date du contrat). L'accord-cadre s'exécute au moyen de bons de commande dont le délai d'exécution commence à courir à compter de la date de notification du bon.

### Adresse d'exécution :

Cf. Annexe 1 au CCAP - Adresses Etablissements Interprétariat

### Notification par le biais du profil d'acheteur



La notification d'une décision, observation ou information faisant courir un délai peut être effectuée par le biais du profil d'acheteur, conformément aux dispositions de l'article 3.1 du CCAG-FCS.

## 10.1 - Annulation :

Annulations de rendez-vous de la part de l'établissement :

- Plus de 24h avant le rendez-vous : pas de frais
- Moins de 24h : 50 % de l'horaire de base

Il est exigé que les prestataires aient une plateforme de réservation en ligne adaptable aux besoins du GHT et qu'ils transmettent une documentation simple pour l'utilisation de ladite plateforme.

## 11 - Développement durable

Les conditions d'exécution des prestations comportent des éléments à caractère environnemental qui prennent en compte les objectifs de développement durable comme suit :

Les titulaires s'engagent à privilégier un mode de transport durable lors de leurs déplacements au profit du GHT Alliance de Gironde.

## 12 - Constatation de l'exécution des prestations

### 12.1 - Vérifications

Les vérifications seront effectuées dans les conditions suivantes pour Les lots 1 à 4 :

Par dérogation à l'article 28 du CCAG - FCS, les opérations de vérifications seront effectuées dans un délai de deux mois à compter de l'exécution de la prestation.

Par dérogation à l'article 30.1 du CCAG-FCS l'admission prend effet à la date de notification au titulaire de la décision d'admission ou en l'absence de décision dans un délai de deux mois à compter de l'achèvement de l'exécution du service.

Pour les lots 5.1 - 5.2 et 5.3, les opérations de vérifications sont effectuées conformément aux articles 27 à 30 du CCAG-FCS

### 12.2 - Décision après vérification

A l'issue des opérations de vérification, le pouvoir adjudicateur prendra sa décision dans les conditions prévues à l'article 29 du CCAG-FCS.

## 13 - Pénalités

Pénalités	Occurrence	Valeurs	Précisions
Violation des mesures de sécurité ou de l'obligation de confidentialité énoncées	Forfaitaire	2,0 %	En cas de non-respect des règles de sécurité et de protection des informations confidentielles n'impliquant pas des données à caractère personnel : application d'une pénalité égale à 2 % du montant hors taxe du bon de commande ; En cas de constatation de plusieurs faits générateurs, les pénalités ainsi établies sont appliquées de façon cumulative.

Annulation de rendez-vous	Forfaitaire	50,0 %	Annulation par le prestataire : • Annulation des interprètes moins de 24h : 50% du montant hors taxe du bon de commande • Non présentation de l'interprète : montant hors taxe du bon de commande + 50%
Retard de l'interprète	Journalière	30,0 %	Retard de plus de 15 min de l'interprète : 30% du montant hors taxe du bon de commande
Comportemental	Journalière	30,0 %	En cas de non-respect des obligations énoncées aux articles 3.a et 4 du CCTP, et en règle générale en cas de comportement déplacé envers un patient ou un personnel du GHT (soignant ou non) ou affilié : 30% du montant HT du bon de commande.  En cas de comportement excessif, violent (verbal ou physique), l'établissement pourra déposer une plainte auprès des services de police.
Retard traduction écrite	Journalière	30,0 %	En cas de non-respect du délai indiqué dans le bon de commande, il sera appliqué une pénalité de 30 % du montant hors taxe par jour de retard.

Il est précisé que s'il y a une annulation avec un préavis de plus de 24 h, les pénalités ne s'appliquent pas.

Les pénalités sont appliquées sans mise en demeure préalable. Le montant total des pénalités n'est pas plafonné et il n'est prévu aucune exonération à l'application des pénalités.

## 14 - Assurances

Conformément aux dispositions de l'article 9 du CCAG-FCS, tout titulaire (mandataire et cotraitants inclus) doit justifier, dans un délai de 15 jours à compter de la notification du contrat et avant tout commencement d'exécution, qu'il est titulaire des contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

## 15 - Résiliation du contrat

### 15.1 - Conditions de résiliation de l'accord-cadre

Les conditions de résiliation de l'accord-cadre sont définies aux articles 38 à 45 du CCAG-FCS.

En cas de résiliation de l'accord-cadre pour motif d'intérêt général par le pouvoir adjudicateur, le titulaire ne percevra aucune indemnisation.

Par dérogation à l'article 42 du CCAG-FCS, en cas de résiliation de l'accord-cadre pour motif d'intérêt général par le pouvoir adjudicateur, le titulaire ne percevra aucune indemnisation

En cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles R. 2143-3 et R. 2143-6 à R. 2143-10 du Code de la commande publique, ou de refus de produire les pièces prévues aux articles R. 1263-12, D. 8222-5 ou D. 8222-7 ou D. 8254-2 à D. 8254-5 du Code du travail conformément à l'article R. 2143-8 du Code de la commande publique, le contrat sera résilié aux torts du titulaire.

## **15.2 - Redressement ou liquidation judiciaire**

Le jugement instituant le redressement ou la liquidation judiciaire est notifié immédiatement au pouvoir adjudicateur par le titulaire de l'accord-cadre. Il en va de même de tout jugement ou décision susceptible d'avoir un effet sur l'exécution de l'accord-cadre.

Le pouvoir adjudicateur adresse à l'administrateur ou au liquidateur une mise en demeure lui demandant s'il entend exiger l'exécution de l'accord-cadre. En cas de redressement judiciaire, cette mise en demeure est adressée au titulaire dans le cas d'une procédure simplifiée sans administrateur si, en application de l'article L627-2 du Code de commerce, le juge commissaire a expressément autorisé celui-ci à exercer la faculté ouverte à l'article L622-13 du Code de commerce.

En cas de réponse négative ou de l'absence de réponse dans le délai d'un mois à compter de l'envoi de la mise en demeure, la résiliation de l'accord-cadre est prononcée. Ce délai d'un mois peut être prolongé ou raccourci si, avant l'expiration dudit délai, le juge commissaire a accordé à l'administrateur ou au liquidateur une prolongation, ou lui a imparti un délai plus court.

La résiliation prend effet à la date de décision de l'administrateur, du liquidateur ou du titulaire de renoncer à poursuivre l'exécution de l'accord-cadre, ou à l'expiration du délai d'un mois ci-dessus. Elle n'ouvre droit, pour le titulaire, à aucune indemnité.

## **16 - Règlement des litiges et langues**

En cas de litige, seul le Tribunal administratif de Bordeaux est compétent en la matière.

Tous les documents, inscriptions sur matériel, correspondances, demandes de paiement ou modes d'emploi doivent être entièrement rédigés en langue française ou accompagnés d'une traduction en français.

## **17 - Clauses complémentaires**

### **Clause de la laïcité :**

Obligations d'égalité, de laïcité, et de neutralité :

Le titulaire assure le respect du principe d'égalité des usagers devant le service public et veille au respect des principes de neutralité et de laïcité du service public.

Il veille à ce que ses salariés ou toute personne sur laquelle il exerce son autorité hiérarchique ou son pouvoir de direction, lorsqu'ils participent à l'exécution du service public, s'abstiennent notamment de manifester leurs opinions politiques ou religieuses, traitent de façon égale toutes les personnes, et respectent leur liberté de conscience et leur dignité.

En premier lieu, ces personnels s'abstiennent de manifester leurs appartenances ou convictions politiques ou religieuses, tant en arborant des signes ou tenues manifestant ostensiblement de telles appartenances ou convictions, qu'en se livrant à des comportements révélant ces appartenances ou convictions. Ils s'abstiennent également de faire état d'opinions de nature politique ou religieuse dans le cadre des contacts directs ou indirects avec les usagers ou les tiers, et ne peuvent notamment se livrer à des actes de provocation ou de prosélytisme.

En deuxième lieu, ces personnels s'acquittent de leurs obligations dans le respect de l'égalité de traitement entre les usagers.

En dernier lieu, ils respectent la liberté de conscience et la dignité des usagers et des tiers.

L'acheteur/ l'autorité concédante est informé(e), à cette fin, des mesures mises en œuvre par le titulaire pour assurer le respect de ces obligations ainsi que des mesures prévues pour remédier aux éventuels manquements.

## 18 - Dérogations

- l'article 2 du CCAP déroge à l'article 4.1 du CCAG - Fournitures Courantes et Services ;
- L'article 12.1 du CCAP déroge à l'article 28 du CCAG - Fournitures Courantes et Services ;
- l'article 12.1 du CCAP déroge à l'article 30.1 du CCAG - Fournitures Courantes et Services ;
- l'article 13 du CCAP déroge à l'article 14.1 du CCAG - Fournitures Courantes et Services ;
- L'article 15.1 du CCAP déroge à l'article 42 du CCAG - Fournitures Courantes et Services.